

Pour Félix Tshisekedi, l'état de grâce est déjà terminé

RD CONGO Le nouveau président va devoir composer avec une majorité présidentielle contrôlée par Joseph Kabila

Avec les élections du 30 décembre dernier, les Congolais se sont prononcés en faveur du changement. Ce n'est pas Martin Fayulu, donné gagnant en voix, qui fut confirmé par la Cour constitutionnelle, mais Félix Tshisekedi.

Depuis la passation pacifique du pouvoir, c'est à Félix Tshisekedi qu'il appartient de conforter son autorité, de faire fructifier son capital de popularité et de légitimer durablement son pouvoir. Ses débuts étaient encourageants : visite aux militaires du camp Tshatshi, blocage de certains comptes publics, etc. Et, surtout, succès diplomatique lors du sommet de l'Union africaine, où les chefs d'État du continent dépassèrent les états d'âme des Occidentaux et saluèrent leur nouveau collègue qui se vit confier la deuxième vice-présidence de l'organisation.

Mais des grains de sable ont commencé à gripper la mécanique le week-end dernier. Tout a débuté lors de la présentation des vœux du nouveau président au corps diplomatique. Alors que l'Union européenne – bien moins intransigeante qu'avec le Venezuela – se préparait à réserver un bon accueil au nouveau pouvoir, Félix Tshisekedi réclama la réou-

verture de la Maison Schengen, dont la fermeture pénalise les Congolais désireux de voyager en Europe depuis fin janvier 2018.

Après que le président a demandé un renforcement de la coopération, un premier couac survint... Dans le texte de son discours distribué à la presse, il plaiderait pour la levée des sanctions européennes infligées à certaines personnalités du régime Kabila. Or dans le discours oral, cette demande fut littéralement « passée à l'as » et le fameux paragraphe pas prononcé.

Intermède sentimental

Pendant ce temps, chacun se demandait où se trouvait le directeur de cabinet du nouveau président, Vital Kamerhe, un vieux routier de la politique, qui connaît comme personne le poids des mots et des non-dits...

La réponse n'allait pas tarder à défrayer la chronique mondaine : il se mariait en grande pompe avec une femme encore plus connue au Congo que Carla Bruni ne l'était en France : Hamida Shatur, une ravissante quinquagénaire d'origine indienne, ex-épouse du chanteur JB Mpiana et d'un riche diamantaire.

Les photos du couple ont fait le tour de la République, glamour à souhait : la séance de coiffure de l'épouse, les tendres baisers, sans oublier le coût de la dot (150.000 dollars et 32 vaches). Après cet intermède sentimental, d'autres surprises attendaient les Congolais... Conduisant lui-même une voiture ancêtre, Joseph Kabila a

rendu visite à son successeur, qui loge toujours à la Cité de l'OUA en attendant que la résidence du Premier ministre puisse être mise à sa disposition.

Le retour de Kabila

Une fois de plus le look de Joseph Kabila défraya la chronique : ses cheveux avaient repoussé et il portait à nouveau sa tenue de combat vert olive. Les choses sérieuses reprenaient : l'ancien et le nouveau président se sont entretenus du choix du prochain Premier ministre et de la composition du futur gouvernement. En effet, le Front commun pour le Congo (FCC), la coalition pro-Kabila, dispose de plus de 350 sièges à l'Assemblée, une majorité confortable qui lui donne le droit de revendiquer les postes clés, dont celui de Premier ministre...

Des noms circulent déjà, dont celui d'Albert Yuma (patron de la

Gecamines), l'ex-ministre des Finances Yav Muland et celui de M' Jean Mbuyu, ex-conseiller spécial de Kabila. La décision finale, qui sera le fruit de la cohabitation, devra refléter à la fois la nécessité d'amadouer la communauté internationale et celle de respecter l'option nationaliste adoptée par le président sortant.

En outre, la majorité parlementaire pourrait encore fluctuer car la coalition Lamuka de Martin Fayulu compte une cen-

taine d'élus tandis que la coalition Cach de Tshisekedi et Kamerhe en avance une cinquantaine. Autrement dit, par le jeu des alliances et des débauchages, deux axes sont encore possibles. Le premier allierait l'ancienne majorité des FCC et les partisans de Cach (Cap pour le changement, NDLR), ce qui renforcerait les partisans de Kabila. Le

second réunirait Cach et Lamuka, les frères ennemis de l'opposition, au bénéfice de Félix Tshisekedi.

Ce dernier devra prendre ses marques et assurer son autorité le plus rapidement possible. Car il se trouve sous la pression de mouvements sociaux qui se multiplient à travers le pays. ■

COLETTE BRAECKMAN